

<https://levenissian.fr/Mobilisation-contre-la-pauvrete,1208>



Mobilisation contre la pauvreté, les expulsions, coupures, saisiesâ€!

- Vie politique - Lutttes sociales -

Date de mise en ligne : lundi 19 mars 2012

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Comme chaque année, autour de cette date du 15 Mars qui marque le retour des petites feuilles bleues des huissiers, les communistes prennent l'initiative d'une manifestation pour marquer le refus de laisser faire le scandale des expulsions de logement, qui menace chaque année en France près de 100 000 familles.

150 personnes ont ainsi animés le parcours de la piscine jusqu'à la médiathèque [1]

[https://levenissian.fr/sites/levenissian.fr/local/cache-vignettes/L400xH300/2012-03-16_252017.18.58-11809.jpg]

Le slogan principal de la manifestation était simple et reprenait le [contenu du tract](#)

Plus de saisies
Plus de coupures
Plus d'expulsions
Di-gni-té !
et droit au logement

Sur le parvis de la médiathèque, après l'intervention de Marie-Christine Seeman (Lutte Ouvrière), du sénateur Guy Fischer (PCF), d'André Mazuir (réseau d'alerte et de solidarité), le maire Michèle PICARD rappelait l'action conduite avec ténacité par la ville contre les expulsions. A commencer par l'action tenace pour sortir les 250 familles concernées par des demandes d'expulsion du cercle infernal de la dette. Pour les 3/4 ce travail conduit à des solutions. Ce n'est pas la panacée bien sûr, mais pour ces familles, c'est un risque grave qui s'éloigne. Pour près de 50 familles, ce travail ne peut empêcher que la procédure n'aille jusque à l'accord du préfet pour l'intervention de la force publique. On sait que désormais, le préfet ne prévient plus de la date de l'expulsion, rendant plus difficile l'organisation militante du blocage. Cependant, là encore, le travail social coordonné par la ville permet d'éviter beaucoup de ces expulsions.

Et il reste de toute façon nécessaire pour les familles concernées, les voisins, les amis, les militants du quartier d'être vigilants pour être capable d'organiser en urgence une mobilisation devant la porte de l'immeuble afin d'empêcher l'expulsion.

Dans ce contexte, les arrêtés du maire sont un outil de cette mobilisation, un cri d'alerte qui oblige tous les acteurs à reconnaître cette urgence. La loi Dallo qui théoriquement protège les locataires en leur donnant un droit au relogement est comme toutes les lois concernant les droits des travailleurs. Elle n'est appliquée que dans les limites de cette société inégalitaire, c'est à dire qu'en fait, elle n'interdit pas les expulsions !

C'est pourquoi les arrêtés du maire, qui changent chaque année pour chercher des failles juridiques permettant d'éviter leur annulation, ne sont que partiellement, importants. Cette année, ce sont cinq maires qui soutiennent des démarches de ce type. Faisons tout pour qu'ils soient encore plus nombreux l'an prochain !

Nous savons que celles et ceux qui se retrouvent en difficulté, n'ont pas que des problèmes de logement, liés à la cherté du loyer, du chauffage et des charges, mais fondamentalement des problèmes d'insuffisance de travail et de

salaires qui ont des conséquences sur toute la vie des familles, sur l'alimentation, la santé, les relations sociales.

Mais la bataille pour le droit un logement est une des dimensions les plus sensibles de la bataille pour les conditions de vie, car sans logement, c'est la dignité humaine qui est mise en cause, fragilisant tout, y compris les capacités à défendre ses droits.

[1] à noter que cette année, le parti socialiste n'avait pas appelé à cette manifestation, contrairement aux années précédentes. Il avait même décidé de recouvrir les affiches appelant à la manifestation deux jours avant avec son collage électoral, illégal d'ailleurs. A chacun ses priorités ! Visiblement, le PS s'inquièteâ€